

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Dans la voie tracée par Lénine (*Albert Treint*). — Thèses sur la tactique du P.C.F. et sur les problèmes posés devant l'Internationale Communiste (*Le Comité Directeur*). — Le Gouvernement travailliste ne casse rien (*Karl Radek*). —

XIII^e Conférence du Parti communiste russe (*Suite et fin*) ; Le rapport du camarade Zinoviev sur la situation internationale (*Zinoviev*). — La stratégie des grèves (*H. Borel*).

DANS LA VOIE TRACÉE PAR LÉNINE

Au cours de l'an dernier une série de désaccords se produisirent au sein de l'ancienne direction du Parti.

Perspective de la Ruhr et du développement de la rivalité impérialiste franco-anglaise, appréciation de la situation d'après Chemnitz, appréciation sur le Labour Party lors de sa victoire électorale, appréciation sur le Bloc oppositionnel russe, méthodes d'application du front unique, conditions du développement du Parti et rapports avec les grandes organisations ouvrières, rapports du Parti et de l'*Humanité*, application du centralisme dans les conditions données par la réalité, tels furent les principaux objets de nos divergences intérieures.

Pourquoi tous ces problèmes ne furent-ils pas posés en pleine lumière au Congrès de Lyon ; pourquoi restèrent-ils dans la pénombre ?

Sur la plupart des questions, l'ensemble du Parti n'était pas suffisamment informé parce que les grands événements au sujet desquels des divergences s'étaient produites étaient tout à fait récents.

Ces divergences ne s'étaient pas encore suffisamment précisées pour aboutir à la formation de courants bien distincts.

Le Parti et sa direction étaient formés de tendances venues de tous les points de l'horizon ouvrier. Ces tendances, après le 4^e Congrès mondial, avaient suivi des chemins con-

vergents puis parallèles. Elles s'étaient parfois mêlées pour donner ensuite naissance à de nouveaux courants différents des anciennes tendances. Lors du Congrès de Lyon, l'espoir n'était pas interdit de fonder définitivement dans le travail commun tous ces courants encore bien imprécis et d'éviter ainsi au Parti de nouvelles crises.

Pour toutes ces raisons, personne ne crut devoir, à Lyon, demander à notre Congrès insuffisamment éclairé de se prononcer entre des tendances encore mal définies et susceptibles de s'unifier en un courant communiste dirigé vers le bolchevisme.

Les diverses tendances mirent en commun tout ce qu'elles pouvaient dans des résolutions qui furent votées à l'unanimité.

Après Lyon, la situation mondiale et nationale évolua avec une grande rapidité. Le recul de Chemnitz développa ses conséquences internationales, le Labour Party au pouvoir gouvernait l'empire britannique pour le compte de la bourgeoisie anglaise, les problèmes de l'économie russe posés d'une manière aiguë et la discussion dans le Parti russe qui en résultait nous furent mieux connus. En France la vie chère montait et le franc accélérât sa chute. Les classes moyennes s'inquiétaient et dans de nombreuses grèves le prolétariat commençait à bouger. Nous sentions les approches d'une grande bataille de classe se déroulant sur le double terrain des grèves et des élections législatives.

Le développement de ces grands événements ne créa pas les tendances dans la direction du Parti, mais les obligea à se préciser et à grandir.

On put bientôt clairement discerner dans le Parti : une droite, un centre et une gauche.

La droite, représentée par Rosmer et Souvarine et à laquelle nous eûmes la douleur de voir s'allier Monatte, prit clairement position dans la question russe et dans la question anglaise. Elle atténua la critique vis-à-vis du gouvernement travailliste et sous le couvert de la neutralité favorisa l'opposition russe. Elle nia qu'il y eût un commencement de crise dans le Parti français, elle nia l'existence de courants internationaux dans le mouvement communiste mondial. Elle prétendit que les crises des divers Partis devaient être localisées, que chaque section devait s'occuper de ses propres affaires intérieures et ne se mêler à celles des autres sections que pour ne pas prendre parti entre les tendances.

Elle manifesta en toutes circonstances un pessimisme dangereux qui est en elle le reflet du recul momentané de la Révolution mondiale obligée à la retraite d'Octobre en Allemagne.

Sous le couvert de la lutte pour l'unité formelle du Parti russe et de l'Internationale, elle développa avec amertume une réelle hostilité vis-à-vis du Comité Central du Parti russe, de la nouvelle direction du Parti allemand et du Comité Exécutif de l'Internationale.

La gauche affirma dès l'abord la ligne politique qui fut ensuite proclamée comme juste par l'Internationale.

Elle ne cessa de mettre en avant la nécessité de se préparer aux grandes luttes ouvrières qui s'annonçaient en France. Elle proclama la nécessité pour le Parti de ne pas rétrécir son horizon à la lutte immédiate mais de toujours désigner aux masses par delà les combats quotidiens, le but révolutionnaire : la conquête du pouvoir et l'établissement de la dictature prolétarienne.

La Fédération de la Seine, forteresse de la gauche et de l'Internationale, montra par son travail pratique qu'il ne s'agissait pas seulement de parler mais d'agir. Elle poursuivit une bonne agitation contre la vie chère et activa le travail de formation des cellules communistes d'usine, accomplissant sur le lieu même du travail toutes les tâches du Parti.

La gauche prit nettement position pour la critique impitoyable des travaillistes au pouvoir que nous devons sans cesse pousser à agir dans l'intérêt de la classe ouvrière.

La gauche soutint résolument la nouvelle direction du Parti allemand et se rangea aux côtés du Comité central du Parti russe et du Comité exécutif de l'Internationale.

Elle manifesta la confiance la plus entière dans l'avenir du mouvement ouvrier animé par l'unité renforcée des Partis Communistes et de l'Internationale sur la base du bolchevisme.

Entre la droite et la gauche, le Centre hésita. Il ne comprit pas tout de suite la portée immense des problèmes qui se posaient devant nous. A la direction du Parti nous le vîmes avec regret bloquer parfois avec la droite. Mais les camarades du Centre, sincèrement attachés à l'Internationale, prirent une position nette dès qu'ils virent clairement où allait la droite.

Nous pûmes, en fin de compte, voter avec le Centre les thèses élaborées en commun et que publie le *Bulletin*.

Ces thèses ont été votées à l'unanimité, moins 3 voix, des membres présents du Comité directeur. Nous avons eu le regret de voir Monatte et Souvarine se prononcer contre elles et Rosmer s'abstenir.

Nous devons dire au camarade Souvarine que par la rupture du travail en commun dans le Bureau politique, par ses violations répétées des décisions de la direction du Parti, par sa ligne politique qui s'éloigne de plus en plus de celle de l'Internationale, il se meut dans une direction dangereuse.

Il est tout juste temps qu'il se ressaisisse.

Nous ne voulons figer personne dans une attitude politique erronée ; nous ne voulons enchaîner personne à ses erreurs passées.

A tous ceux qui feront un effort loyal pour retrouver le chemin nous tendrons fraternellement la main.

Lénine est mort, le guide génial du prolétariat n'est plus.

Mais le bolchevisme, le léninisme, le marxisme en action, forment le précieux patrimoine du prolétariat mondial et de l'Internationale communiste.

La vieille garde bolchevique, formée à l'école de deux révolutions, 1905 et 1917, est l'âme du mouvement ouvrier et du communisme.

Sur la base du léninisme, du bolchevisme, l'Internationale doit unir toutes ses forces pour compenser dans la mesure où c'est possible la disparition de Lénine.

Notre mot d'ordre est clair :

Pas de débolchevisation du Parti russe, mais au contraire, bolchevisation de tous les Partis Communistes.

Là est le secret de la victoire décisive du prolétariat sur la bourgeoisie à l'échelle mondiale.

Albert TREINT.

Thèses sur la Tactique du P.C.F. et sur les Problèmes posés devant l'Internationale Communiste

Au Congrès de Lyon, le Parti n'avait pu prendre sur les questions anglaise, allemande et russe, aucune décision. Ou ces problèmes n'avaient pas atteint encore leur plein développement, ou ils n'avaient encore été posés devant le Parti que d'une façon bien imprécise.

Depuis, sur toutes ces questions, une clarté suffisante s'est faite, qui amène le P.C.F. à prendre position par rapport à elles.

La montée de la vague révolutionnaire au cours de ces derniers mois, en Bulgarie, en Pologne et en Allemagne, les retraites momentanées effectuées par les Partis communistes de ces pays, l'avènement au pouvoir du Labour Party, amènent l'I. C. et ses partis, à examiner la situation ainsi créée, et à préciser quelle doit être dans cette nouvelle conjoncture sa tactique générale, notamment en ce qui concerne la pratique du front unique.

C'est d'autant plus nécessaire, que des erreurs ont été commises dans l'application de cette tactique par certains partis frères, qui n'ont su ni conserver au cours de l'agitation et de la lutte l'indépendance de leur critique, ni retrouver leur liberté d'action au moment de la trahison des chefs réformistes.

« Les enseignements et les conclusions de l'expérience acquise au cours de tous ces événements doivent être mis à profit par toute l'I. C. » (Thèses du Comité Exécutif de l'I.C. sur la question allemande.)

Enfin, sept semaines de développement rapide de la crise capitaliste nous ont rapproché de la période des luttes révolutionnaires en France. Et c'est une nécessité pour notre P.C.F., de préciser les tâches qui l'attendent pour entraîner les masses dans la bataille.

La situation économique et politique en France

L'occupation de la Ruhr, nouvelle entreprise du capital International contre la classe ouvrière, met l'industrie lourde française dans une situation privilégiée sur le marché international, tandis qu'elle est pour le budget d'Etat une nouvelle source de déficit. Incapable de se libérer autrement, l'Etat bourgeois est contraint de pratiquer l'inflation fiduciaire, qui représente pour les capitalistes détenteurs de biens réels un immense avantage. Par contre, l'inflation a pour conséquence directe la chute du franc, l'aggravation de la vie chère, la ruine de toute la petite bourgeoisie à revenu et traitement fixe : petits rentiers, retraités, fonctionnaires. Le paiement des salaires en monnaie dépréciée met également la classe ouvrière dans une situation chaque jour plus difficile et qui l'accablera avant peu à des luttes d'une ampleur considérable.

Le Bloc national, qui a été depuis 1919 l'instrument parlementaire de la grande bourgeoisie, porte aujourd'hui devant les masses populaires la responsabilité de ces difficultés.

Dans ces conditions, une partie du grand capitalisme, comprenant que la démocratie ne résoudra aucun problème et sera incapable même de satisfaire ses partisans les plus acharnés, réclame

dès à présent la dictature ouverte. Par une démagogie habile, elle cherche à grouper autour d'elle les éléments nationalistes de la petite bourgeoisie et constitue ainsi les premiers cadres du fascisme français.

Le Bloc national ayant évidemment fait faillite, une autre fraction du grand capitalisme, entraînant encore la majorité de la petite bourgeoisie, tend à consolider et à élargir sa base contre-révolutionnaire en cherchant une formule politique qui lui permette de s'adjoindre, plus étroitement que par le passé, les forces réformistes pour prolonger sa domination de classe sur le prolétariat.

C'est le Bloc des Gauches.

Le Bloc des Gauches, par le fait qu'il ne peut être qu'un instrument de la bourgeoisie, et qu'il se trouvera en face des mêmes problèmes économiques, politiques, sociaux et financiers d'aujourd'hui, posés cependant d'une manière plus aiguë, ne saurait faire une politique générale différente de celle du Bloc national.

Après une période possible de flottements il est évident que devant la montée des forces ouvrières organisées, menaçant les privilèges des capitalistes, de plus en plus incapables d'assurer un minimum de vie acceptable aux travailleurs, le Bloc des Gauches, pour essayer de résoudre les problèmes aggravés qui se poseront devant lui, sera inéluctablement amené à pratiquer une politique de plus en plus vigoureusement antiprolétarienne.

C'est pourquoi le Parti communiste doit poursuivre contre le Bloc des Gauches une lutte aussi acharnée que celle menée contre le Bloc national.

Le découragement qui résultera au sein de la classe ouvrière et de la masse des petits travailleurs, de la faillite des illusions provoquées par le Bloc des Gauches ouvrira la voie au fascisme, si le Parti communiste ne se préoccupe pas dès maintenant de commencer, au sein des masses travailleuses, la lutte idéologique contre le fascisme, et si le Parti communiste ne se met pas plus rapidement en mesure d'unir les forces de tous les travailleurs des villes et des champs, en vue de résister victorieusement au fascisme et d'abattre révolutionnairement le pouvoir capitaliste.

La tactique du Parti Communiste

La position particulière de l'impérialisme français, à l'avant-garde de la contre-révolution européenne, donne pour tâche immédiate au Parti d'entreprendre, en accord avec les partis frères d'Europe centrale et les représentants des peuples coloniaux opprimés, une lutte acharnée contre lui sur tous les territoires d'expansion, notamment dans la Ruhr et au Maroc.

Dans la lutte contre l'impérialisme, contre le Bloc des Gauches et le fascisme, la tactique du front unique, éprouvée dans toute l'I.C. par trois années d'expérience et à travers bien des fautes, se présente plus que jamais aujourd'hui comme la formule la plus pratique et la plus sûre pour la bataille prolétarienne. C'est une tactique de révolution et non d'évolution. De même que le gouvernement ouvrier ne peut pas être pour nous

une phase transitoire démocratique, de même la tactique du front unique ne constitue pas une coalition démocratique, ni l'union avec les chefs social-démocrates, mais seulement un accord momentané pour des actions déterminées. Elle n'est qu'une méthode d'agitation et de mobilisation révolutionnaires. Le Parti doit rejeter comme opportuniste toute autre interprétation.

Le Parti doit maintenir sa physionomie propre au cours des actions communes avec d'autres organisations, et toujours rattacher les actions immédiates auxquelles il participe au développement de la lutte des classes.

Le Parti ne doit pas se dissimuler que la tactique du Bloc Ouvrier et Paysan, par laquelle il va tenter une nouvelle fois pendant l'agitation électorale d'unir les masses autour de ses buts révolutionnaires, comporte de graves dangers de déviation réformiste contre lesquels il importe de se prémunir.

Au cours de l'année écoulée, malgré de nombreuses décisions prises en vue de porter l'agitation au sein des masses, par la presse, par l'affichage et par le tract, malgré de nombreuses décisions tendant à la critique impitoyable des trahisons actuelles des réformistes, les organismes d'exécution ont trop souvent réduit la tactique du front unique à la tactique de la lettre ouverte.

Plus un Parti communiste s'engage profondément dans la tactique du front unique, et plus il doit lutter énergiquement dans son sein contre toutes les survivances et renaissances de l'esprit réformiste et social-démocrate et contre tous les dangers de déviation du front unique.

C'est par une telle lutte intérieure contre les périls de droite, possible dans un parti qui se meurt au sein de la corruption matérielle et idéologique du capitalisme, qu'un Parti communiste peut, par son action intransigeante menée au sein des masses, non seulement rappeler utilement les trahisons historiques des chefs réformistes, mais surtout dénoncer les trahisons actuelles de ceux-ci, et aider les masses en lutte à comprendre par leur expérience journalière que chaque bataille quotidienne ne saurait être fructueuse que si elle prépare le combat en vue de la dictature prolétarienne.

La campagne pour les élections générales, actuellement amorcée, est la première que mène le Parti communiste français, après avoir chassé de ses rangs les éléments opportunistes et confusonnistes.

Les campagnes électorales menées par l'ancien Parti socialiste avaient en vue la recherche du plus grand nombre possible de sièges parlementaires. Ce résultat était obtenu au prix de combinaisons électorales avec les partis bourgeois. Cela engendrait au sein de la classe ouvrière, à l'égard de l'action politique du parti, de légitimes méfiances, qui repoussaient le prolétariat vers l'action purement syndicale.

Dans la campagne de grande envergure qu'il entreprend pour la première fois, notre jeune Parti communiste doit démontrer le caractère révolutionnaire de son action politique.

L'essentiel n'est pas d'obtenir un grand nombre de sièges parlementaires. Il faut avant tout, au cours de la campagne électorale, porter l'agitation communiste au sein des masses travailleuses, en faveur des revendications immédiates des ouvriers et des paysans, tout en reliant la lutte pour ces revendications avec le but final révolutionnaire.

Le Parti, par sa presse, n'a pas donné l'impression d'avoir fait dans ce sens tous les efforts désirables.

Le Bloc ouvrier et paysan a été parfois présenté, même dans nos propres rangs, comme un objectif définitif, plutôt que comme un premier pas tactique vers la lutte pour la dictature prolétarienne.

Le Bloc ouvrier et paysan a été réduit à une formation électorale, au lieu d'être présenté comme une formation de lutte sur tous les terrains, formation dans laquelle le prolétariat industriel assume la direction du combat. Le mouvement des métayers et des métallurgistes du Bas-Adour en 1920, diverses grèves soutenues au cours de l'an dernier avec le concours actif des paysans, ont cependant montré le caractère non spécifiquement électorale du Bloc ouvrier et paysan.

En France, où plus de la moitié de la population est formée de paysans, l'union des travailleurs des villes et des champs est la condition préalable et nécessaire de la victoire prolétarienne.

Le Bloc ouvrier et paysan doit réaliser l'union de toutes les forces travailleuses derrière les mots d'ordre du Parti contre les forces bourgeoises évoluant rapidement vers le fascisme.

Le Parti doit commencer un travail opiniâtre de clarification au sein de la classe ouvrière, en montrant la décomposition croissante du pouvoir bourgeois et la volonté bien définie du gros capital d'y substituer une dictature dirigée essentiellement contre la classe ouvrière.

Le Parti doit aussi exploiter la situation difficile des classes moyennes, utiliser toutes les occasions pour faire ressortir nettement l'appétit grandissant de la haute industrie opérant au détriment de la petite bourgeoisie, et arracher celle-ci à l'idéologie fasciste profitable au gros capital.

Il orientera ainsi les masses, par la préparation du prolétariat à la lutte armée, par la destruction de la base démagogique petite-bourgeoise du fascisme, vers la dictature prolétarienne.

La campagne pour la cohésion des masses dans l'action doit se prolonger au cours de la lutte contre la vie chère et le chômage pour le relèvement des salaires et les huit heures. Pour cela, le Parti doit développer une activité convergente avec la C.G.T.U. dans l'agitation et dans l'action : il doit travailler de toutes ses forces à la reconstitution de l'unité syndicale sur la base proposée par la C.G.T.U. et tendre à grouper l'ensemble de la classe ouvrière dans des Conseils d'entreprise constituant la force la plus capable de lutter efficacement contre le patronat, parce que groupée sur le lieu même du travail.

L'action extérieure du Parti

Pour unir les larges masses dans un front solide anti-capitaliste et anti-impérialiste, le Parti doit :

1° Trouver les moyens de développer une activité convergente avec la C. G. T. U. ;

2° Susciter la formation de Comités d'usines actifs, comités qui doivent être l'expression de la totalité des prolétaires, groupés sur le lieu même de leur travail ;

3° Renforcer le travail communiste parmi les travailleurs étrangers et coloniaux émigrés en France ; les organiser et les entraîner à la lutte en commun avec les travailleurs de notre pays ;

4° Travailler au sein des classes moyennes prolétarisées par la décomposition du capitalisme, en vue de les arracher au fascisme et de les entraî-

ner dans la lutte contre le régime capitaliste ;

5° Arracher les coopératives à l'esprit de la collaboration des classes et les transformer en un instrument de lutte de classe ;

6° Coordonner l'action de ses élus parlementaires et municipaux et faire servir les municipalités communistes à l'extension de l'influence communiste sur les masses travailleuses encore insuffisamment éduquées ;

7° Toucher les masses inorganisées par l'utilisation dans le sens révolutionnaire de l'agitation électorale, menée sur la plate-forme initiale des revendications immédiates du prolétariat et des paysans ;

8° Répandre parmi les ouvriers agricoles et les paysans, les mots d'ordre du Conseil international des Paysans (C.I.P.) et convoquer prochainement sur ces bases un Congrès des Paysans français ;

9° Lutter pour l'indépendance nationale des peuples coloniaux opprimés par l'impérialisme français et, au sein des mouvements nationaux populaires des colonies, soutenir plus particulièrement les éléments prolétariens, convoquer un Congrès des peuples coloniaux opprimés par l'impérialisme français.

Le Parti doit veiller à ce que les futurs Congrès des paysans et des peuples coloniaux créent des organismes permanents, qui soient en mesure d'assurer dans un front unique anti-capitaliste et anti-impérialiste, la liaison avec les organisations des masses ouvrières.

L'organisation intérieure du P.C.F.

Pour se mettre à la hauteur de cette tâche immense, le Parti doit procéder à une sérieuse révision de son appareil.

Il doit :

1° Transformer le Parti français en un parti vraiment révolutionnaire en l'organisant solidement sur la base des cellules communistes d'usines, accomplissant sur le lieu même du travail les tâches du Parti.

Les cellules communistes d'usines, organisation intérieure du Parti, ne sauraient être confondues avec les Conseils d'usines, expression de la totalité des travailleurs de l'usine ;

2° Créer ou animer au sein du Parti les différents organes de liaison avec les masses : réseau de Commissions syndicales, réseau de Commissions coopératives, réseau de Commissions paysannes, réseau de Commissions coloniales, créés partout où il y a utilité en France et dans les Colonies ;

3° Incorporer le groupe parlementaire dans l'appareil du Parti et en assurer la direction effective par le B. P. et par le C. D. ;

4° Opérer une refonte de l'Union des municipalités communistes et en assurer la direction effective par le B.P. et par le C.D. ;

5° Renforcer sa liaison avec les partis frères, notamment avec les partis allemand, anglais et belge. Créer avec le parti allemand une commission de la Ruhr se réunissant périodiquement et extraordinairement chaque fois que c'est nécessaire ;

6° Développer l'éducation et le sens communistes de ses adhérents par l'organisation de cours marxistes et la diffusion de la littérature communiste.

Mais le Parti doit savoir que l'éducation de ses adhérents se fait aussi dans la lutte intérieure contre les erreurs et déviations et surtout au cours de l'action quotidienne contre le capitalisme :

7° Le Parti doit obtenir sur sa presse un contrôle absolu, en faire un instrument qui propage ses mots d'ordre selon les besoins et conserve exactement la ligne politique du Parti ;

8° Le Parti doit dès maintenant commencer l'élaboration d'un programme précis où seront résolues les grandes questions posées devant le prolétariat par le développement de l'impérialisme français et la liquidation du traité de Versailles.

En fixant ainsi dans tous les domaines des tâches nettes à chacun de ses adhérents, le Parti saura lutter contre toute déviation opportuniste. Suivant exactement la ligne tracée par l'I.C., il pourra guider victorieusement dans les batailles de classe toutes prochaines le prolétariat français.

Le parti français et le gouvernement travailliste

L'avènement du parti travailliste en Angleterre constitue un pas énorme en avant du mouvement ouvrier international dans la mesure où le prolétariat anglais, aidé par les communistes, saura profiter de sa propre expérience pour perdre ses illusions travaillistes, en luttant contre le capitalisme et l'impérialisme britanniques.

Au moment où la révolution vient de subir un recul en Allemagne, l'accession au pouvoir du Labour Party est de nature à faire revivre ou à accentuer, au sein des masses travailleuses, les illusions du réformisme. La lutte entre les méthodes de la II^e et de la III^e Internationale se trouve mise en pleine lumière par la comparaison entre le gouvernement travailliste de Londres, issu du parlementarisme bourgeois, et le gouvernement bolchevik, porté au pouvoir par la révolution prolétarienne victorieuse.

C'est le devoir de tous les Partis communistes de démontrer la faillite lamentable des méthodes réformistes et parlementaires, en se basant sur chacun des actes de faillite du gouvernement travailliste.

Il y a danger, pour les Partis communistes, d'interpréter faussement la tactique du front unique vis-à-vis du gouvernement travailliste et d'atténuer la critique communiste vis-à-vis du Labour Party au pouvoir.

Gouvernement travailliste à Londres, Bloc des Gauches avec participation des socialistes à Paris, tout cela constitue une tentative des impérialismes rivaux de France et d'Angleterre, qui ne peuvent actuellement ni s'accorder ni rompre, de conclure le compromis de la Ruhr, sous le couvert et la responsabilité des partis de la II^e Internationale, tout en se réservant pour plus tard la plus entière liberté d'action.

Le Parti français, par sa presse centrale, n'a montré ni suffisamment, ni suffisamment tôt, que le parti travailliste au pouvoir soutenu au Parlement par les éléments de deux partis bourgeois retors, ne peut pas faire une politique prolétarienne.

Cela devient de plus en plus évident pour tous les travailleurs, après la grève des dockers et après la mise en chantier de nouveaux navires de guerre.

Le chômage, la crise des changes, l'insuffisance des débouchés, le développement de la rivalité impérialiste franco-anglaise (notamment autour de la Ruhr) nécessitant de nouveaux armements, toutes ces difficultés ne peuvent être résolues par des moyens réformistes, au sein du régime capi-

taliste, et dans la limite du jeu parlementaire et constitutionnel.

Les Partis communistes doivent montrer que la chute du Labour Party risque, si les communistes anglais ne savent pas en bénéficier, de provoquer le désenchantement des travailleurs et d'ouvrir ainsi la voie au fascisme en Angleterre.

La lettre ouverte adressée au Labour Party n'a pas suffisamment reflété l'esprit de cette critique nécessaire. Il eût été préférable que notre Parti y formulât un programme d'action commune des deux prolétariats.

Les communistes, en Angleterre et dans toute l'Internationale, doivent critiquer impitoyablement le Labour Party, tout en le poussant à la lutte prolétarienne, et soutenir dans la lutte la classe ouvrière anglaise et le P. C. britannique.

La position du Parti dans la question allemande

La droite allemande constitue un courant qui ne veut pas reconnaître les fautes commises dans l'application de la tactique du front unique, et qui veut expliquer la retraite d'octobre et le recul momentané de la révolution allemande par des fautes purement techniques et non politiques.

La retraite d'octobre a posé plus fortement les questions fondamentales qui ont fait l'objet de la discussion russe, questions qui eussent été plus facilement résolues par le développement révolutionnaire en Allemagne.

La retraite d'octobre a eu du moins pour résultat qu'elle a mis en évidence les crimes de la social-démocratie allemande et que celle-ci s'est affaiblie au profit du Parti communiste : les ouvriers dans les dernières consultations électorales, ont donné 50 % de leurs voix à notre parti frère au lieu de 25 % lors des précédentes élections.

La retraite d'octobre a déterminé en Allemagne une crise de tactique dans la question du front unique, et cette crise a posé la question devant toute l'Internationale.

La retraite d'octobre a souligné les fautes suivantes de notre parti frère d'Allemagne, fautes que la droite s'obstine à nier :

1° Fausse appréciation du rôle de la social-démocratie. Il n'y a pas eu en Allemagne de luttes entre la démocratie bourgeoise et la dictature bourgeoise. La social-démocratie n'a pas été vaincue par le fascisme. Il y a eu transformation de la dictature bourgeoise masquée de démocratie en dictature bourgeoise ouvertement proclamée. La social-démocratie a travaillé activement à cette transformation. Comment pourrait-il en être autrement, alors que la social-démocratie compte dans ses rangs : Ebert, président de la République bourgeoise démocratique ; Sévering, ministre de l'Intérieur prussien, et des dizaines de milliers de fonctionnaires d'Etat, y compris de nombreux fonctionnaires de police. La social-démocratie, loin d'être vaincue par le fascisme, a joué le rôle d'une aile du fascisme bourgeois.

2° Sous-estimation du rôle du Parti. Le Parti allemand n'a pas suffisamment compté sur ses propres forces pour entraîner la majorité du prolétariat dans la lutte révolutionnaire. Il n'a conçu la révolution comme possible, que par l'alliance avec la social-démocratie de gauche, et a eu dans les chefs de celle-ci, une confiance politique réelle. C'est pourquoi le Parti allemand a rhéné son indépendance, et, au lieu de faire appel à la masse, s'est perdu en combinaisons parlementaires avec les chefs social-démocrates, et n'a pas su utiliser

les gouvernements ouvriers de Saxe et de Thuringe comme places d'armes révolutionnaires ;

3° Fausse politique intérieure du Parti. Un parti qui pratique le front unique et participe avec les social-démocrates à un gouvernement ouvrier, doit mener, dans son sein, en vue du déclenchement de la révolution, une lutte énergique contre toute tendance réformiste. Au contraire, le Parti allemand a lutté contre la gauche (Berlin, Hambourg, Ruhr). Il a permis ainsi la persistance dans son sein des illusions socialistes et réformistes, qui eurent assez d'influence pour enliser l'indépendance du Parti.

La claire compréhension des fautes du Parti allemand a une importance, non seulement pour le Parti allemand, mais pour tous les Partis communistes.

Une partie de l'opposition russe et l'opposition allemande ont lutté de toutes leurs forces contre la formation du bloc de la majorité et de la gauche allemandes et provoqué un retard dans la formation de ce bloc, lequel, par sa lutte contre la droite, a sauvé l'unité du Parti allemand.

Le C. D. du P. C. F. se déclare en complet accord avec la conclusion arrêtée par l'I. C. dans la question allemande et travaillera fraternellement avec la nouvelle direction du P. C. A. dans les tâches communes des deux partis.

Le P.C.F. et la question russe

Insuffisamment informés, le C. D. ni le Parti n'avaient pu, jusqu'à présent, se prononcer d'une manière claire sur cette question capitale pour la vie de l'Internationale.

La discussion dans le Parti russe fut passionnée, comme doit l'être nécessairement, dans un parti révolutionnaire, la discussion autour de questions fondamentales pour la révolution.

Une telle discussion avait le caractère d'une lutte doctrinale et politique et non le caractère d'une lutte entre personnalités.

La lutte n'aurait pu se poursuivre entre les différentes générations du Parti sans aboutir à la révision des principes bolchevistes.

Le renforcement de l'unité du Parti bolchevik est évidemment lié à la lutte implacable contre toute déviation.

Toute autre appréciation ne pourrait que dénaturer le sens politique de cette discussion.

Après la mort de Lénine, après la presque unanimité obtenue à la XIII^e Conférence du Parti russe par le Comité Central persévérant dans la voie bolcheviste tracée par Lénine, l'adhésion de plus de cent mille ouvriers travaillant à l'usine a démontré que le Parti bolchevik est plus fort et plus lié que jamais à la classe ouvrière.

Aujourd'hui, après avoir étudié avec une grande attention les raisons qui ont provoqué depuis octobre 1923 les discussions dans le Parti russe au sujet de ce qui a été appelé « le Cours nouveau du Parti bolchevik », le C. D. du Parti communiste français se déclare entièrement d'accord avec les décisions de la XIII^e Conférence du Parti russe, décisions prises sur la base des décisions du 5 décembre du Comité central et du 25 décembre du Bureau politique sur l'organisation intérieure du Parti russe et sur la politique économique.

Il en donne les raisons suivantes :

1° L'introduction en Russie du capital international, au delà des limites et garanties déterminées par le Parti sur la proposition de Lénine lors de l'adoption de la « Nep », permettrait à la bourgeoisie internationale de multiplier ses liaisons avec les cent millions de paysans de la Rus-

sic et risquerait, en desserrant les liens qui unissent les paysans à la classe ouvrière, d'affaiblir et peut-être de mettre en danger la forteresse du prolétariat mondial ;

2° L'effort le plus grand doit être fait pour faciliter, notamment, les échanges de produits entre l'industrie et l'agriculture. Il faut rapprocher les prix respectifs des produits industriels et des produits agricoles. Le problème essentiel réside, pour le moment, dans l'abaissement du prix de revient des produits industriels. Pour désirable et urgent qu'il soit, ce résultat ne doit pas être obtenu par l'importation concurrente d'objets d'usage courant manufacturés à l'étranger. La première conséquence serait, dans l'état actuel des choses, de tuer l'industrie russe et de développer l'activité déjà malsaine, la richesse et la puissance sociale des hommes de la « Nep » ;

3° Le plan de l'économie nationale doit être subordonné à la nécessité politique de conserver l'alliance entre les masses paysannes et la classe ouvrière, alliance nécessaire pour le maintien de la dictature du prolétariat.

L'exécution d'un plan industriel rationnel du seul point de vue technique pourrait avoir comme conséquence la fermeture au moins provisoire de grandes usines de Pétersbourg ou de Moscou et aboutirait, par suite, à disperser les centres d'agglomération prolétarienne, dont le rôle est capital, pour le maintien de la dictature du prolétariat.

Un certain pessimisme révolutionnaire a amené divers courants de l'opposition à ne tenir compte, dans la réorganisation de l'industrie, selon un plan technique rationnel, que du développement des forces productives, sans apercevoir suffisamment le renforcement inévitable de l'influence bourgeoise qui en résulterait et la nécessité de subordonner à la direction politique du Parti, l'activité des techniciens encore imbus de l'esprit petit-bourgeois ;

4° La démocratie ne saurait être élevée à la hauteur d'un principe absolu dans aucun parti de l'Internationale, mais à plus forte raison dans le Parti russe. La règle d'organisation des partis ne saurait être que le maximum de démocratie intérieure compatible avec l'intérêt de la révolution.

Etant donnée la formation actuelle du Parti russe, aussi bien du point de vue social (52 % seulement d'ouvriers, dont 56.000 seulement travaillent effectivement à l'usine) que du point de vue des générations politiques (2.500 adhérents avant 1905, 7.500 de 1905 à 1917, plusieurs centaines de milliers depuis), il serait dangereux d'instaurer dans le parti un mécanisme pur et simple de démocratie totale ;

5° C'est dire que la majorité des éléments du Parti russe se trouvent en contact avec les éléments paysans ou les éléments petits-bourgeois et peuvent, dans ce contact quotidien, subir inconsciemment les influences des couches petites-bourgeoises extérieures au Parti et les transporter à l'intérieur du Parti. C'est le rôle de l'appareil du Parti, sous l'impulsion de la vieille garde du bolchevisme, formée à l'école de Lénine et à l'école de deux révolutions (1905 et 1917), de s'opposer activement à toute déviation.

La vieille garde bolcheviste qui, sous la direction de Lénine, a non seulement créé le Parti bolchevik, mais a traversé toute les épreuves révolutionnaires en Russie, notamment depuis 1905, présente, en tant que groupe, les meilleures garanties d'expérience, de fermeté et de clairvoyance communistes.

Elle forme le groupe historique qui, seul, est capable d'assurer la cohésion entre les divers éléments composant le Parti et de maintenir intacte la ligne bolcheviste du Parti ;

6° La garantie indispensable du développement communiste de la Russie révolutionnaire et la condition absolue du maintien de la dictature du prolétariat résident dans le contrôle étroit de tous les organes gouvernementaux par le Parti communiste. Il serait donc absolument erroné de relâcher ce qu'on appelle d'un mot inexact : l'ingérence » du Parti dans les affaires de l'Etat, alors que le danger de corruption et de décomposition des cadres de spécialistes et de bureaucraties non communistes par l'atmosphère de la « Nep » et le contact d'éléments capitalistes est plus grand que jamais.

En Russie, où les organes d'Etat sont élus sous l'influence prépondérante du Parti, la tendance à la pratique de la démocratie formelle risquerait de déborder hors des limites du Parti et pourrait facilement aboutir à la démocratie tout court, ce qui serait encore un danger d'affaiblissement de la dictature prolétarienne.

Le Parti communiste français constate avec une grande satisfaction que, malgré la vivacité des discussions, l'unité du Parti russe sur la base du bolchevisme est désormais un fait acquis.

La constitution de fractions à l'intérieur d'un parti véritablement communiste est absolument inadmissible et serait particulièrement dangereuse pour le Parti russe, en raison de l'exercice par lui du pouvoir et de son rôle révolutionnaire mondial.

Les conditions du travail dans le Parti nécessitent de la part de l'opposition l'acceptation des décisions de la majorité. Or, cette majorité s'est prononcée à la XIII^e Conférence du Parti bolchevik. L'attitude des camarades de l'opposition doit être particulièrement réglée sur les principes de discipline générale rappelée ci-dessus.

Dans l'Internationale

Devant toutes ses sections, l'Internationale Communiste a posé les grandes questions de la pratique du front unique et de la lutte contre les survivances opportunistes.

La crise de tactique qui s'est dessinée dans certaines sections de l'Internationale met à l'ordre du jour la lutte contre le danger d'une renaissance possible des préjugés opportunistes, même dans nos propres rangs.

Ce danger est d'autant plus grand que nous nous trouvons dans une période d'offensive capitaliste renforcée, en Europe et dans le monde, et soutenue par les chefs réformistes s'alliant de plus en plus au fascisme.

La manière dont le Parti russe et dont le Parti allemand viennent de résoudre leur crise, la rapidité avec laquelle le Parti français a redressé sa ligne politique, montrent que l'Internationale et ses sections ont en elles la force nécessaire pour conduire le prolétariat mondial vers la victoire sur la bourgeoisie.

Il faut d'un bout à l'autre de l'Internationale, continuer la lutte vigoureuse contre l'affaiblissement des principes et de la direction bolchevistes au sein du Parti russe, et pour le renforcement des méthodes et de la discipline de tous les partis frères sur la base rigide du bolchevisme.

LE COMITE DIRECTEUR.

Dans la séance du 18 mars du C. D., cette thèse a été adoptée par tous les membres présents. Contre : Monatte, Souvarine. S'est abstenu : Rosmer.

Le Gouvernement Travailleur ne casse rien

Le Labour Party et la question coloniale. — Le Labour Party et la paix du monde. — Le Labour Party et les finances. — Le Labour Party et le chômage.

Le Parti ouvrier anglais est au pouvoir.

L'Empire anglais asservit 350.000.000 d'hommes de couleur. Les gouvernements britanniques ont changé plus d'une fois, mais, qu'ils fussent composés de conservateurs ou de libéraux, le cultivateur hindou n'en voyait pas la différence. Voici le Labour Party au pouvoir. Le Labour Party a déjà vingt années d'existence. Pendant ces vingt années, pas un de ses membres n'a éprouvé le besoin de venir en aide sur place au paysan et à l'ouvrier hindou. De temps à autre d'éminents délégués de ce parti ont fait le voyage des Indes, sont descendus là-bas dans les meilleurs hôtels et n'ont pas manqué, en revenant, d'enrichir la littérature anglaise d'œuvres sentimentales où l'on dresse des réquisitoires contre l'impérialisme anglais. Maintenant, le Labour Party gouverne. L'avocat libéral, lord Reading, dont la seule préoccupation est de diviser le mouvement national hindou, est toujours vice-roi des Indes. Un vieux fonctionnaire colonial, ancien gouverneur de la Jamaïque, sir Oliver, est ministre des Colonies. Dans son discours-programme à la Chambre des Communes, Ramsay Macdonald n'a pas soufflé mot de la situation aux colonies. Le Comité central du L. P. a, dans un manifeste, exigé la nomination d'une commission parlementaire pour étudier les réformes à accomplir aux Indes. Pourquoi ce manifeste ? A qui s'adresse-t-il ? Pourquoi une commission parlementaire ? La II^e Internationale, à laquelle appartient le Labour Party, n'a-t-elle pas tranché la question coloniale ? Et si elle manque d'autorité pour l'Independent Labour Party, nous pouvons lui rappeler qu'il existe sur la question hindoue deux livres excellents, écrits, l'un par Keir Hardie, le fondateur de l'I. L. P., qui, à défaut d'idées claires, eut un grand cœur prolétarien, et l'autre par le Premier actuel Ramsay Macdonald. M. Macdonald n'aurait qu'à se retirer et à se mettre à l'œuvre ! Une commission parlementaire ne servira qu'à donner le change à l'opinion publique : ne rien faire en se donnant l'apparence de faire quelque chose. *Les esclaves coloniaux de l'Empire anglais n'ont rien à attendre du gouvernement travailliste.*

Le Labour Party arrive au pouvoir dans la sixième année de paix, alors qu'il faut être aveugle pour ne pas voir que la guerre impérialiste n'a pas été la dernière guerre, que d'autres la suivront si les travailleurs ne s'y opposent. Le gouvernement travailliste a reconnu de jure la Russie des Soviets ; sanction d'un fait. Mais le Labour Party a toujours combattu les traités secrets, la diplomatie secrète. Le libéral Keenworthy, s'en souvenant, a demandé aux Communes si le gouvernement travailliste avait l'intention de divulguer les secrets de l'intervention en Russie. M. Ponsonby, suppléant du ministre des Affaires étrangères, membre de l'I. L. P., ancien fondateur avec Morel et Brailsford de la *Société du Contrôle Démocratique*, dont le but était de combattre la diplomatie secrète, a répondu à cette insidieuse question. Venu des libéraux aux travaillistes, M. Ponsonby a visiblement oublié une bonne partie de ce qu'il prêchait autrefois. Les secrets de lord Churchill et de Lloyd George, a-t-il déclaré, ne seront pas trahis. D'ailleurs, la Grande-Bretagne exige de la Russie la reconnaissance des anciennes dettes. — Lord d'Abernon, ambassadeur à Berlin, où il n'a cessé de faire la politique de lord Curzon et d'encourager la résistance de l'Allemagne à la France, pour que l'Angleterre puisse quelque jour s'entendre avec la France aux dépens de l'Allemagne, est encore ambassadeur à Berlin. — Le gouvernement travailliste déclare vouloir l'entente la plus cordiale avec la France de M. Poincaré. Vis-à-vis de la France sa

situation est plus difficile que ne l'était celle du cabinet conservateur Baldwin. Ce dernier pouvait s'entendre avec la France impérialiste ou s'armer contre elle. L'entente avec la France exige l'annulation des dettes françaises ou l'octroi au débiteur français de facilités de paiement sans lesquelles M. Poincaré ne peut pas, de son côté, faire de concessions économiques à l'Allemagne. M. Baldwin ne s'y est pas décidé. Ramsay Macdonald ne s'y décidera pas davantage. Reste la voie des armements. Mais s'y engager entraînerait un tel accroissement des impôts que — Brailsford l'avoue dans le *New Leader* — le Labour Party ne pourrait pas garder le pouvoir. C'est pourquoi Ramsay Macdonald fait des politesses à la France tout en laissant les armements suivre leur cours normal. Ceux qui attendaient du Labour Party une défense énergique de la paix sont fixés.

Le Labour Party est arrivé au pouvoir en promettant de diminuer les lourdes charges de la dette publique au moyen d'un impôt sur le capital et de prendre des mesures énergiques contre le chômage. L'Angleterre a plus de 25 milliards de francs-or de revenu annuel dont 30 % environ sont absorbés par le paiement des intérêts et l'amortissement de la dette publique. Prime aux capitalistes qui ont fait la guerre. Ramsay Macdonald a annoncé qu'une commission d'experts étudiera la question des dettes. Il est assez singulier que le gouvernement travailliste n'ait pas de projet d'imposition du capital. Son ministre du Commerce, Sydney Webb, un des économistes anglais les plus réputés, a approfondi la question dans son livre : *Comment payer les dettes de guerre ?* et son ministre des Finances, Phillip Snowden, est l'auteur d'un ouvrage qui contient tout un programme d'action financière. La commission, dans cette circonstance aussi, ne servira qu'à enterrer le reniement. Ramsay Macdonald a d'ailleurs précisé qu'il n'avait pas l'intention de présenter au Parlement actuel un projet d'imposition du capital.

Renonçant à l'imposition du capital, le gouvernement travailliste va se trouver impuissant à combattre le chômage. Dans cette question vitale pour la classe ouvrière il n'a pas de programme. Il s'est borné à dire cette chose profonde : qu'il ne faut pas seulement combattre le chômage en secourant les chômeurs, mais qu'il faut aussi tâcher d'intensifier l'activité industrielle. M. Macdonald, pour ce qui est du secours aux chômeurs, n'ira sans doute pas plus loin que ses prédécesseurs conservateurs. Ceux qui attendaient du gouvernement travailliste une action, lente sans doute, mais énergique, contre le capital, pour la défense des intérêts ouvriers, sont fixés.

Le gouvernement travailliste anglais n'ébranlera pas le monde... Il n'a de souci que d'éviter les secousses à l'Angleterre capitaliste. Il ne fait pas que renoncer à la révolution. Il renonce à la défense démocratique des intérêts de la classe ouvrière. Lloyd George écrivait à l'avènement du Labour Party : « Ce gouvernement ne pourra pas durer un jour sans notre appui ». M. Macdonald le sait et fait une politique libérale. Ou il se trompe c'est lorsqu'il croit éviter à ce prix les ébranlements sociaux. Il ébranlera la classe ouvrière, il lui démontrera qu'elle n'a rien à attendre des partis qui ont peur des conflits sociaux.

La presse communiste internationale doit suivre jour après jour l'expérience du gouvernement travailliste anglais. Il appartient à cette expérience de révéler une fois de plus la différence entre communistes et socialistes de la II^e Internationale, entre révolutionnaires partisans de la dictature du prolétariat et réformistes partisans de la démocratie. — Cette différence c'est que nous voulons agir contre le capitalisme et qu'ils veulent, eux, ne pas agir.

Karl RADEK.

XIII^e Conférence du Parti Communiste russe

(Suite et fin)

Le Rapport du camarade Zinoviev sur la situation internationale

(14 Janvier 1921.)

Le camarade Radek fit adopter et envoyer par le présidium du C.E. le télégramme du 26 juillet dont voici la teneur : « Le présidium de l'I.C. conseille de renoncer aux manifestations dans les rues le 29 juillet... Nous craignons un guet-apens ». Une partie de nos camarades, ayant fait confiance au camarade Radek, a soutenu son point de vue.

Le camarade Trotsky fut également consulté à ce sujet, mais il a répondu qu'il s'abstenait, n'ayant pas tous les éléments d'information.

De cette façon, le désaccord était le suivant. Nous, avec Boukharine, nous disions : nous vous félicitons pour votre initiative, nous soutenons fermement ce commencement de l'ère nouvelle. Le camarade Radek nous accusait de pousser aux massacres de juillet, à de nouvelles défaites. Il proposait de révoquer la journée antifasciste. Le camarade Trotsky s'abstint. Ce n'est pas pour faire des reproches que je rappelle tout cela. Tout le monde peut se tromper, mais il n'est pas permis de changer ensuite les rôles et de venir nous reprocher ses propres erreurs, en disant que si nous avions été prêts un tout petit peu plus tôt les affaires auraient marché mieux. Nous étions donc à la page avec Boukharine et vous avec le camarade Radek non. (Ici se place une phrase à peu près intraduisible renforçant d'une manière imagée le sens de ce qui précède et signifiant à peu près ceci : « Pourquoi alors vouloir à toute force faire avaler aux gens bien portants les médicaments destinés aux malades ».) C'est encore la même histoire quand on dit que c'est au début de la crise de la Ruhr que la question se décidait et que c'est alors qu'il fallait s'apercevoir du commencement d'un nouveau chapitre.

Toujours l'histoire de la paille et de la poutre ! Les événements de la Ruhr ont provoqué deux conférences internationales de l'I.C., l'une à Essen, l'autre à Francfort, et nous les considérons toutes les deux comme le début d'une ère nouvelle. En liaison avec elles, le C.E. de l'I.C. a pris toute une série de mesures. Pourquoi le camarade Trotsky, pour plus d'objectivité, ne signale-t-il pas dans sa brochure que le camarade Radek, qui a été toujours le mieux familiarisé avec le mouvement allemand, qui passait pour son plus fin connaisseur et qui v a effectivement le plus milité, que Radek s'était trompé le plus lourdement de tous, qu'il retenait littéralement le Parti par les pans, quand, au contraire, il fallait le pousser au combat. Voilà, camarades, comment étaient réellement partagés chez nous les points de vue sur cette question.

La Situation actuelle du P.C.A.

En quoi consiste le désaccord actuel dans le Parti allemand ? Les camarades sont divisés sur la question, s'il fallait ou s'il ne fallait pas reculer, et s'il fallait battre en retraite, fallait-il le

faire sans combat ? Ces dissentiments, camarades, sont graves. Ils sont bien connus à nous tous qui avons passé par deux ou trois révolutions. La meilleure partie des prolétaires allemands frémit d'indignation que le Parti ait reculé sans livrer bataille, car l'état des esprits fut beaucoup plus combatif que pendant la première révolution allemande.

Il faut entendre les camarades allemands raconter comment les ouvriers étaient maîtres de la rue, comment les foules de centaines de milliers d'ouvriers ne se dispersaient pas jusqu'au petit jour, comment se soulevaient les dizaines de milliers de femmes et marchaient en tête, comment, dans le bassin de la Ruhr, les mères allemandes tendaient leurs gosses amaigris à l'encontre des soldats français et comment les soldats français abaissaient leurs fusils et la fraternisation commençait ; comment les ouvriers ont tourné le dos à leurs meneurs social-démocrates et ne suivaient plus que les communistes. Ces récits montrent clairement qu'il y avait une vague formidable pour soutenir le parti.

Après la conférence d'octobre, dans l'esprit de nos camarades allemands s'est implantée la certitude que la bataille s'allumera d'un jour à l'autre, que d'un jour à l'autre ils iront à la victoire ou à la mort. C'est pourquoi la retraite inattendue a eu pour répercussion une forte dépression et une déception. Par-dessus le marché, la pénible expérience saxonne. Vous vous rappelez, camarades, le point de vue défendu par le C. E. de l'I. C. sur l'entrée des communistes au gouvernement. Mais qu'est-il arrivé en réalité ? En réalité, les choses se sont passées d'une manière tout opposée à nos vues. Trois membres du C. C. de notre parti sont entrés dans le gouvernement : Boetcher, Heckert et Brandler. Brandler a pris non un ministère, mais la chancellerie d'Etat. Nous nous frottions tous ici les mains de contentement, en disant : il n'y a pas plus malin que le Parti communiste allemand. — ils ont mis la main sur le plus important organe gouvernemental. Brandler y est entré et il aura sous ses ordres la police et tout l'appareil administratif en général. Mais, par la suite, nous fûmes profondément déçus : hélas ! il n'y avait là-dedans aucune malice, mais tout simplement le vulgaire culte germanique pour la Chancellerie d'Etat où, semblait-il, se trouve le sanctuaire des sanctuaires, et on y a délégué le militant le plus en vue du C. C. Ils restèrent au pouvoir en tout onze jours, même neuf, car les deux derniers jours, ils se trouvaient déjà entre le gouvernement et la prison. Evidemment, en onze jours on ne peut pas faire grand-chose, et le C. E. de l'I. C. ne leur reproche pas, bien entendu, de ne pas avoir su trouver soixante mille fusils, etc. Au cours d'une bataille et surtout d'une bataille révolutionnaire, on peut toujours subir une défaite et au lieu de 60.000 fusils recevoir une balle dans la

tête. Mais il fallait tout au moins avoir une attitude digne de révolutionnaires. Tandis qu'en réalité ils se sont sentis comme membres d'une vulgaire coalition de communistes et de social-démocrates. Ils affirmaient que « nous nous tenons sur le terrain constitutionnel » et par sur un autre, s'il vous plaît, que « nous sommes responsables seulement devant la Diète » et pas autrement. C'est là que se sont manifestées les vieilles traditions social-démocrates. Bebel, en son temps, démasquait avec succès le caractère réactionnaire d'un gouvernement qui piétinait ses propres lois et sa propre constitution. A l'époque, cela pouvait constituer une agitation révolutionnaire. Mais lorsque les communistes reprennent le refrain de Bebel, aujourd'hui, en l'an de grâce 1923, quand le général Miller marche contre eux avec ses troupes ; lorsque, dans un tel moment, ils disent qu'ils se tiennent « sur le terrain constitutionnel », qu'ils « sont responsables seulement devant la Diète », ils se livrent à une banale comédie parlementaire.

Cette expérience nous a ouvert les yeux sur de nombreux points faibles du Parti communiste allemand, faiblesse que nous soupçonnions déjà auparavant, mais que nous avons constatées maintenant avec une netteté toute particulière. Aussitôt que nous avons vu la tournure des événements, le C. E. de P. C. A. a écrit une lettre au P. C. A. en priant de la faire lire par tous les membres du C. C. Nous étions tous d'accord sur les termes de cette lettre, y compris le camarade Trotsky, qui nous avait proposé seulement quelques corrections de style. Voici ce qu'écrivait le C. E. de P. C. A. :

« Votre surestimation du degré de préparation politique et technique a infailliblement conduit à une erreur politique. Comme vous le savez très bien, ici à Moscou, nous n'envisagions l'entrée des communistes dans le gouvernement saxon que comme une manœuvre stratégique. Et vous, vous avez transformé cette entrée en un bloc politique avec la social-démocratie de « gauche », qui vous a lié les mains. Nous nous représentions cette entrée comme la conquête d'une base d'opérations pour commencer sur ce point d'appui le développement des forces de nos armées. Et vous, vous avez réussi à transformer la participation au gouvernement saxon en une vulgaire combinaison avec les social-démocrates. Il en est résulté notre défaite politique. Pis que cela : il en est résulté quelque chose ressemblant de très près à une comédie. Nous pouvons supporter une défaite dans le combat. Mais quand un parti révolutionnaire, à la veille d'une insurrection, tombe dans le ridicule, c'est pire qu'une défaite. Le parti n'avait aucune politique d'ensemble qui pouvait et devait servir de préface à la bataille décisive. Pas une seule action résolument révolutionnaire, même pas un seul discours communiste tant soit peu énergique, pas une seule mesure sérieuse pour avancer l'armement en Saxe, pas une seule mesure pratique pour créer les Soviets en Saxe ! Au lieu de tout cela, le « geste » de Boetcher, déclarant qu'il ne quittera pas les locaux du ministère avant qu'on ne le fasse sortir par la force. Non, camarades, ce n'est pas ainsi qu'on prépare une révolution. »

• La position prise par Radek

Le camarade Radek, au lieu de montrer au Parti allemand ces fautes, s'est mis à soutenir par ses écrits la droite du parti qui veut perpétuer cette opportuniste politique « saxonne ». Evi-

demment, camarades, il ne faut pas s'exagérer les fautes commises. Le P. C. A. reste malgré tout une des meilleures sections de P. C., un puissant parti prolétarien comptant plusieurs centaines de mille d'ouvriers, parti destiné à conduire à la victoire la classe ouvrière allemande. Mais il possède aussi des faiblesses, des survivances de la II^e Internationale. La III^e Internationale n'est pas tombée du ciel et les survivances de la II^e subsistent dans tous les partis. Oui, il n'y a pas lieu d'en faire un secret, même dans notre parti nous avons constaté récemment des déviations petites-bourgeoises, et qu'est-ce d'autre, sinon les restes de la II^e Internationale ? De tels résidus subsistent incontestablement et dans le Parti allemand. Les fautes peuvent être corrigées, mais seulement dans le cas où une faute sera appelée une faute, et si l'on ne transforme pas en un joyau de la création ce qui apparaît comme une erreur manifeste.

Radek a institué la défense en règle de faiblerie et s'est mis à créer *ad hoc* toute une philosophie, pour justifier sa conduite opportuniste. En quoi cela s'est-il manifesté ? Une conférence s'est réunie après la défaite. Elle a adopté une motion dont le clou fut constitué par la thèse suivante : « Le fascisme a vaincu la République de Novembre sans avoir cependant vaincu la classe ouvrière. » Ayant reçu ce texte, nous avons dit tout de suite que c'était ou de la rhétorique ou de l'opportuniste. L'avenir a montré que c'était l'un et l'autre. Cela arrive souvent.

En effet, pourquoi cette thèse est fautive ? D'abord, la terminologie : « République de novembre » nous déplaît. La première révolution allemande a eu lieu en novembre et est désignée par cette épithète. Evidemment, dans un article de journal, on peut employer cette expression comme nous disons, par exemple, la « monarchie de juillet ». Mais lorsqu'il s'agit d'une analyse théorique pour éclairer à nous-mêmes et aux ouvriers allemands les perspectives fondamentales de l'avenir, on doit éviter une telle terminologie. Dans ce cas, une autre terminologie, celle que nous a enseignée Marx, convient beaucoup mieux. Que représente l'Allemagne actuellement ? C'est une république démocratique bourgeoise. A ses débuts, elle s'appelait « socialiste », mais c'était une duperie. Elle est une république bourgeoisement démocratique — c'est plus exact et plus clair. Mais, bien entendu, l'essentiel n'est pas dans la terminologie. Que signifie : « Le fascisme a vaincu la République de novembre, sans avoir vaincu la classe ouvrière » ? Cela sonne drôlement...

Quelles sont les conclusions qui en ont été tirées ? La social-démocratie, nous dit-on, a été vaincue par le fascisme. Tandis que, justement, cela est complètement faux. Si la social-démocratie avait été vaincue dans une lutte, nous devrions appliquer une tactique tout à fait différente. Nous proposons maintenant de rompre tous les pourparlers avec les chefs contre-révolutionnaires de la social-démocratie allemande. Mais s'il avait été exact que le fascisme eût vaincu la social-démocratie dans une lutte, il eût été résulté, au contraire, notre rapprochement avec les social-démocrates allemands. Marx nous enseigne, en effet, que si des partis petits-bourgeois, en l'espèce les partis S.-D., luttent contre la réaction, nous devons les soutenir dans cette lutte. Mais, justement, tel n'a pas été le cas.

Le camarade Radek interroge : « Qui règne aujourd'hui en Allemagne ? » Et, en répondant : « Un général », il conclut : « Il en résulte que

les fascistes ont vaincu la social-démocratie. » Nous, nous disons : il n'en résulte nullement cela. Qui règne ? Von Seeckt. Et qui participe au pouvoir ? Des social-démocrates allemands. Ebert est président du Reich, Severing ministre de l'Intérieur en Prusse. Ne sont-ils pas social-démocrates ? Ce n'est pas tout. Les chefs de la social-démocratie ne sont pas seuls à participer au pouvoir. Pouvons-nous ignorer que quelques dizaines de milliers de militants social-démocrates participent également au pouvoir dans les rôles de bourgmestre, de commissaire de police, etc. ? Ce sont aussi des parcelles du pouvoir. Il est incontestable que, même aujourd'hui, la social-démocratie est complice du pouvoir. Voilà où est le clou. Depuis cinq ans, en commençant par la Révolution de novembre, l'Allemagne est gouvernée par un bloc de social-démocrates et de bourgeois. A l'intérieur de ce bloc, de temps en temps, la corrélation des forces se modifie. Même la Révolution bourgeoise eut lieu en Allemagne contre la volonté de la social-démocratie ! Après quoi, la social-démocratie allemande a pris le pouvoir et s'est mise, en freinant, à descendre la révolution allemande, en cédant progressivement le pouvoir à la bourgeoisie. Aujourd'hui, nous voyons le bloc de la social-démocratie avec la bourgeoisie ; aujourd'hui encore, camarade Radek, la social-démocratie participe au gouvernement en Allemagne. Voilà en quoi divergent nos vues sur la social-démocratie. Le fond de la question, c'est que la social-démocratie elle-même est devenue, aujourd'hui, fasciste. Ce phénomène, camarades, se laisse observer, non seulement en Allemagne, mais aussi dans la II^e Internationale. Jetons un regard sur l'Italie. Prenons, par exemple, le parti italien de Turatti. Turatti est opportuniste déjà depuis 25 ans. Mais pouvait-on dire, il y a 10 ans, que Turatti était un social-démocrate du type fasciste ? Non. Il n'était que révisionniste, éditait une méchante revue. Et, aujourd'hui, c'est un social-démocrate du type fasciste ; son parti n'est qu'une aile du fascisme italien.

Ou bien, prenez la Bulgarie, pays qui nous est mieux connu. Considérez les mencheviks bulgares, avec Sakyzov en tête. Il est opportuniste depuis 20 ans ; mais pouvait-on dire de lui, il y a 10 ans, qu'il était un social-démocrate du type fasciste ? Plekhanov ne l'injurait que pour son révisionnisme, pour sa « critique » du marxisme. Et aujourd'hui ? Aujou. l'hui, le même Sakyzov entre dans le gouvernement du fasciste Zankov, égorge des communistes, etc. Nous observons le même phénomène dans tous les partis de la II^e Internationale. La même chose s'est passée en Allemagne. Aujourd'hui, il faut dire aux ouvriers que la social-démocratie est devenue une aile du fascisme et non bouleverser tout et prétendre que le fascisme ait vaincu la social-démocratie, sans avoir vaincu les ouvriers.

De là découlent deux tactiques. Si les social-démocrates sont devenus une aile des fascistes, alors, haro sur eux, alors il faut renoncer à tous rapports avec leurs chefs, alors nous devons les considérer comme des gens se trouvant de l'autre côté de la barricade.

Qu'y a-t-il de changé dans le mouvement ouvrier international ? Le fait nouveau, c'est justement la circonstance que la social-démocratie devient une aile du fascisme. Le fascisme apparaît aujourd'hui comme un mélange de la réaction noire et de la démagogie sociale, comme une

résultante de la réaction des hobereaux et du bouillonnement des instincts des couches non possédantes de la population. Nous le constatons sur l'exemple, de Mussolini et d'autres. Voilà pourquoi il est facile à la social-démocratie de s'accoupler au fascisme. C'est cela qu'il faut expliquer aux ouvriers allemands.

La social-démocratie allemande fait partie du bloc gouvernemental d'aujourd'hui, bien que ce soient les généraux qui y détiennent maintenant le pouvoir. Le type de la République allemande d'aujourd'hui ne diffère pas sensiblement de n'importe quelle démocratie-bourgeoise, française par exemple. A quoi bon, alors, employer une terminologie qui vous est souflée par la presse bourgeoise et parler de la République de Novembre ? Prenez le terme marxiste : démocratie bourgeoise, et vous direz alors aux ouvriers ce qui est réellement, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une République au fond aussi bourgeoise et aussi réactionnaire que la française.

La social-démocratie apparaît comme une aile du fascisme et de là découle notre tactique. Le camarade Radek cherche des divergences à l'intérieur du fascisme, divergences qui existent, certes, et qui ont même une certaine importance. Mais, en les exagérant, Radek contribue à une fausse orientation de tout le Parti allemand. De là vient qu'il défend cette chose monstrueuse qui s'est passée en Saxe, qui est une manifestation de l'opportuniste, et que nous jugeons comme une vulgaire comédie parlementaire. Il défend cela !

Tels sont, en résumé, nos désaccords.

Le regroupement dans le P.C.A.

Sur le fond de tous ces événements un grand processus de regroupement a commencé dans le C.C. du P.C.A. Tout compte fait, il s'est trouvé que la majorité du C.C. allemand a pris la même position que le C.E. de l'I.C. Les voix se sont ainsi partagées : 2 hommes à droite : Brandler et Thalheimer ; 15 au centre, dont les opinions coïncident en général avec notre point de vue, mais qui les expriment faiblement et moins clairement ; ensuite vient la gauche qui a, au C. C., 6 à 7 voix, qui pense surtout au passé, condamne en bloc la vieille tactique, mais finalement partage aussi notre point de vue dans ce qu'il a d'essentiel. Actuellement une délibération a lieu.

Le C.E. de l'I.C. s'est trouvé en face du problème : quels conseils fallait-il donner maintenant au Parti allemand. Le C. E. s'est décidé à dresser le Parti contre les déviations de droite, contre cette déviation en particulier que défend là-bas — nullement par hasard — le camarade Radek, qui ici chez nous se paraît quelquefois dans une toge « gauche ». Le C.E. s'est donné pour tâche de rapprocher les 15 membres de la majorité avec la gauche pour l'élaboration d'un programme commun. Le camarade Radek faisait le possible et l'impossible pour empêcher l'I.C. d'aboutir. Il s'est refusé carrément à se soumettre à la décision du C.C. de notre Parti qui a donné des instructions formelles à notre délégation dans le C.E. Nous lui avons demandé : vas-tu les expliquer ? et il a répondu : non, car je ne suis pas votre élu, mais celui du Congrès de l'Internationale. (*Clameurs d'indignation.*) Formellement, il a raison ; nous sommes tous élus par le Congrès de l'Internationale, mais il est clair que nous devons y représenter notre Parti. Nous avons alors décidé, comme vous l'avez appris probablement

par la presse, de porter à la connaissance du C.E. de l'I.C. qu'en l'occurrence il ne représente pas l'opinion de notre Parti. Les camarades Trotsky, Radek et Piatakov ont écrit des contre-motions, encore incomplètement rédigées, et ils les ont adressées par-dessus la tête de notre C.C. aux camarades allemands, sans même en donner connaissance à notre C.C. Le camarade Radek a fait tout son possible pour empêcher le C.E. de l'I.C. de s'entendre avec la majorité du C.C. du Parti allemand. Nous, d'autres membres encore du C.E. de l'I.C., avons fait au début des tentatives pour aboutir à un accord : nous avons même élu une commission paritaire pour essayer d'y applanir nos divergences. Les camarades Radek et Piatakov ont présenté des amendements de caractère opportuniste, tout à fait inacceptables pour nous. Nous fûmes obligés de les repousser. Ainsi, nous, nous faisons toutes les tentatives de conciliation, et eux, ils faisaient tout leur possible pour introduire la lutte des fractions à l'intérieur de l'I.C. Voilà la situation.

Mais je suis heureux de vous annoncer que malgré tous ces obstacles et malgré la grande autorité dont les camarades Trotsky et Radek jouissaient auparavant auprès des camarades allemands, on est arrivé à arrêter les termes d'une motion commune sur toutes les questions politiques, acceptée par la majorité et par la gauche du C. A. allemand. (*Applaudissements.*) Pas plus tard que ce matin, la Commission des résolutions, qui a adopté à l'unanimité une très importante motion de politique générale, a terminé ses travaux. Encore ces jours derniers, à la dernière minute, au moment des élections à la Commission, le camarade Radek a essayé d'allumer la lutte de tendances entre la gauche et la majorité du C.C. Il plaisantait que nous, le C.E. de l'I.C., nous voulions arranger « le mariage » de la gauche avec la majorité. Nous avons répliqué que nous ne voyions pas de mal à faire ce qu'il appelle « le mariage » de la majorité du C.C. avec la gauche, c'est-à-dire de Hambourg avec Berlin, où se trouvent les meilleurs ouvriers révolutionnaires, sans lesquels aucune révolution en Allemagne n'est concevable. Malgré quelques erreurs dans le passé, la gauche a signalé en général avec raison les dangers opportunistes. Et aujourd'hui elle a plus de points d'appui dans la classe ouvrière d'Allemagne que la droite, dont quelques membres apparaissent comme de véritables banqueroutiers de la politique. Le malheur n'est pas que la droite ait commis des fautes, ce qui est malheureux, c'est que les ayant commises, elle ne veuille pas en convenir, phénomène que nous avons également constaté chez nous pendant notre discussion.

La tactique du front unique

La politique du C. E. de l'I. C. préconise l'orientation du Parti allemand à gauche, contre les dangers opportunistes. Ici, le camarade Trotsky a raison quand il écrit, dans sa brochure, qu'en 1921 il avait fallu diriger le Parti allemand légèrement à droite, après qu'il s'était un peu trop aventuré en mars 1921, et que, depuis, par inertie, le Parti continuait à voir les dangers à gauche. Aujourd'hui, c'est à droite qu'existe le danger. Le C. C. et l'I. C. l'ont signalé. Nous avons réussi à faire conclure un accord sur les points essentiels par le noyau principal du Parti allemand avec les représentants de grosses sections prolétariennes de gauche qui, jusqu'à présent, nourrissaient beaucoup de défiance à l'égard de ceux, parmi les

leaders de droite, qui, dernièrement encore, commettaient les erreurs saxonnes, et qui essayaient de faire passer ces erreurs, manifestement social-démocrates, pour de l'or pur du communisme scientifique. Voilà, camarades, l'état de la question. Pour finir, je dois indiquer que, selon toutes les apparences, on peut constater certaines divergences également au sujet du front unique.

Qu'est-ce, au juste, que la tactique du front unique ? Une fois de plus, nous essaierons d'y donner une réponse précise. A notre point de vue, la tactique du front unique n'est autre chose qu'une méthode d'agitation révolutionnaire et de mobilisation des masses ouvrières, applicable pénultième ce stade du mouvement où nous sommes en minorité, où le capital continue encore son offensive, où nous nous défendons, où les social-démocrates sont encore puissants, etc. Nous disons que c'est une méthode d'agitation et d'organisation, et rien de plus. Ceux qui prétendent y trouver autre chose tendent les doigts aux social-démocrates. Radek et la droite du P.C.A. partent justement du point de vue que la tactique du front unique représente quelque chose d'autre, de plus grand qu'une méthode d'agitation et d'organisation. Ils n'en disent pas plus long. Mais ils pensent que cela signifie l'entrée dans le gouvernement avec les social-démocrates, que cela peut conduire à toute une étape, qu'il est possible de réaliser quelque chose dans le genre d'une union des communistes avec les social-démocrates sur la base « démocratique », etc., etc. Tout se tient. De là cette opinion sur la social-démocratie comme sur la prétendue victime vaincue par le fascisme.

Le camarade Radek nous réplique que, lui aussi, il injurie les social-démocrates. Cependant, il ne s'agit pas d'injures, mais de l'estimation, l'analyse de classe de leur rôle. Vous pouvez vous abstenir de les injurier, mais dites qu'ils participent maintenant au bloc fasciste, au lieu de dire qu'ils sont vaincus, qu'ils sont victimes du fascisme — et alors vous aurez une perspective toute différente. De là vient le point de vue faux sur la tactique du front unique.

Il faut prendre maintenant une attitude claire. Notre position dans le C. E. de l'I. C., c'est que le front unique n'est rien d'autre qu'une méthode d'agitation et de mobilisation, une méthode de manœuvre dans l'entourage social-démocrate, mais nullement une coalition démocratique avec les social-démocrates sur le terrain parlementaire. Sur cette question, il faut parler clair. Le camarade Radek menaçait que ce sujet provoquera une crise dans l'I. C. Je suis d'avis qu'il n'en sera rien ; mais, si la chose est inévitable, il faut dire plus tôt ça sera, mieux ça vaudra. Nous devons, dans l'I. C., poser ces questions d'une manière nette et tranchante ; notre Parti doit exprimer son point de vue et, sur la base de son expérience, montrer la voie aux ouvriers d'autres pays.

Voilà les désaccords qui nous divisent. Vous voyez que le conflit s'est étendu partiellement à l'I. C., que dans l'I. C. on a essayé d'établir un front contre la ligne directrice de notre Parti. Le camarade Radek disait à Moscou, aux camarades, que le C. C., par l'intermédiaire du C. E. de l'I. C., poussait le Parti allemand à sa perte. Fervents internationalistes que nous sommes, nous serions impitoyables à l'égard d'un C. C. qui se serait permis de traiter à la légère un Parti frère attendant de lui des directives. Nous aurions mérité qu'on nous arrache les yeux si dans une telle question, nous avions effectivement toléré une faute. Mais il se trouve qu'il

encore les rôles, comme par hasard, se distribuent de telle manière que les camarades qui accusent le C. C. de dégénérescence se trouvent eux-mêmes à la remorque de la droite, qui, dans son propre C. C. n'a obtenu que deux voix sur vingt-cinq. Dans cette question, aussi, ils apparaissent de nouveau du côté droit et non à la place où devraient se trouver de vrais marxistes bolcheviks.

La situation de l'I. C. est naturellement difficile. Il faut, à travers les défaites, conduire progressivement la classe ouvrière à la victoire. Nous sommes convaincus que les récents événements de Pologne, d'Allemagne et de Bulgarie marquent malgré tout le début d'une nouvelle vague de la révolution mondiale, qui refluera peut-être encore pour remonter ensuite de nouveau. Mais ce sont des événements d'une grande importance.

Le gouvernement de Mac Donald sera aussi un « gouvernement ouvrier » et les ouvriers s'instruiront. L'I. C. remplira, sans aucun doute, sa mission historique, si nous ne laissons pas s'implanter des méthodes que nous avons vues pratiquer par Radek, si nous ne laissons pas introduire une lutte des fractions dans une organisation à l'échelle internationale. Tous les Partis communistes ne possèdent pas un « appareil » comparable au nôtre. Leur ossature n'est pas aussi dure que la nôtre. Je pense qu'il est clair maintenant que ceux qui voudront tomber sur nous, sur notre appareil, tomberont sur un bec de gaz et se froteront certainement les côtes. (*Rires et applaudissements.*) Mais nos jeunes Partis communistes frères ne possèdent pas encore une telle trempe, des cadres et une direction aussi fermes, et à eux, effectivement, on peut causer beaucoup de mal. Nous encourons pour ces partis une grande responsabilité. Ne perdez pas de vue, camarades, que même chez vous, à Orenbourg ou à Ekatherinebourg, vous supportez une part de responsabilité pour toute l'I. C., pour cette grandiose organisation ouvrière mondiale. Et assumer la responsabilité pour l'action de cette organisation, qu'on dit n'est plus, n'est pas une chose facile. Et j'estime que, sur cette question, nous devons être particulièrement intransigeants, être comme des rocs, comme il sied aux bolcheviks-léninistes. Nous devons dire ici, camarades, d'une manière ferme que nous ne tolérons pas des plaisanteries, que nous ne permettrons pas qu'on tire la discipline internationale et qu'on introduise la lutte des tendances dans les rangs de l'I. C., dans les rangs de l'organisation internationale du prolétariat. Il faut démontrer, camarades — et tous les partis de l'I. C. seront d'accord là-dessus — que contre vents et marées nous continuerons à guider d'une main ferme l'I. C., et s'il y a des écarts à droite du camarade Radek et d'autres, nous les remettrons vite à leur place.

A l'heure actuelle, l'I. C. en général, et en Allemagne en particulier, doit diriger tous ses efforts contre les déviations de droite proposées par le camarade Radek.

Les camarades qui ont passé non seulement par la révolution de 1917, mais aussi par celle de 1905, savent quelle attitude il faut tenir à l'égard de ces divergences, quelle est la ligne de partage suivant laquelle évoluent de tels désaccords. Ils se rappellent comment Martov cherchait à établir des distinctions entre les cadets et les octobristes, entre Milioukov et Goutchkov. Des dissensions entre Milioukov et Goutchkov existaient, certes, mais ce n'étaient que des détails et des nuances.

Martov s'est noyé dans les tentatives de bâtir sur ces subtiles distinctions la tactique du parti ; gare à Radek, s'il ne veut se noyer aussi ! D'ailleurs, il n'y avait pas que Milioukov et Goutchkov, il y avait encore Pourichkévitch, il y avait l'union du peuple russe. C'étaient des embryons du fascisme russe. Ils possédaient des points d'appui dans les masses, dans les campagnes, à un moment donné ils avaient derrière eux le concierge, le cocher, la cuisinière et un tas de petites gens. Et lorsque, pendant l'insurrection de décembre, une partie de ces éléments a suivi nos organisations de combat, le camarade Lénine a considéré ce résultat comme un de nos plus grands exploits. Le fascisme russe exerçait une grande influence sur les masses inorganisées, tout comme le fascisme allemand en possède une actuellement dans les milieux des intellectuels et de la petite bourgeoisie. Radek a parfaitement raison, quand il affirme qu'il faut essayer de soustraire à l'influence fasciste ces couches petites-bourgeoises. Nous sommes d'accord là-dessus avec lui. Mais il est indispensable, camarades, de se rendre clairement compte que, malgré tout cela, notre tactique ne peut pas être fondée sur les conflits entre les dynasties de Wittelsbach et de Hohenzollern, comme le prétend le camarade Radek dans sa motion. Evidemment, il y a entre elles des dissensions, comme il y en avait entre la bande du grand-duc Nicolas Nicolaïevitch et celle de Nicolas II ; mais on ne peut pas faire reposer sur cette base la tactique d'un parti prolétarien.

J'estime que nous devons prendre une décision unanime tendant au renforcement du parti allemand. Le Parti allemand ne croit plus aux légendes colportées sur la grande crise de notre parti russe. Les quelques camarades allemands qui ont séjourné plusieurs semaines parmi nous ont appris beaucoup de choses. Notre C. C. les a instruits. Quand ils avaient vu de quelle manière le C. C. a livré bataille pour Moscou, que les « oppositionnistes » tentaient de lui arracher, ces camarades disaient : « Ah ! si nous avions un C. C. comme cela, cela pourrait marcher. (*Rires, applaudissements.*) Je pense, camarades, que cette expérience pourra leur être utile.

Nous considérons comme un très heureux présage pour le P. C. A. qu'avec l'aide du C. E. de l'I. C. il a réussi à élaborer une plate-forme politique qui a été adoptée par la majorité du C. C. et par la gauche formée des délégués des sections de Hambourg, de Berlin et de la Ruhr. Sous le contrôle de l'I. C., ce programme sera discuté par le prochain Congrès national du P. C. A. et servira à regrouper tous les rangs du parti contre la déviation opportuniste. C'est, disons-nous, un heureux présage pour le P. C. A., qui, malgré tous ses échecs, est un parti puissant et se trouve devant des tâches énormes.

Instruit par l'amère expérience, l'I. C. fonde maintenant sa tactique en Allemagne sur deux éventualités : l'éventualité d'un développement assez rapide des événements (peut-être encore cet hiver), ou l'éventualité d'une accalmie plus prolongée.

Vous vous souvenez, camarades, qu'après 1905, le bolchevisme est resté un an et demi, sans savoir quelle tournure prendront les événements, du côté de la contre-révolution assez prolongée ou vers une nouvelle et rapide montée de la vague révolutionnaire. Nous n'avons pu nous prononcer qu'en 1907 et encore d'une manière assez hésitante.

On conçoit qu'en ce qui concerne l'Allemagne nous ne puissions non plus nous prononcer avec certitude sur la tournure des événements : dénouement immédiat ou accalmie plus ou moins prononcée. Tous les symptômes paraissent indiquer que la période d'accalmie sera moins longue que chez nous. Bien entendu, nous ne sommes pas des historiens, mais un organisme politique vivant, et le parallélogramme des forces dépend également de nous.

C'est sur cette question, sur la question des Partis communistes, que moins qu'ailleurs nous pouvons tolérer des plaisanteries légères de la part de nos « oppositionnistes ». Le P.C.A. par la force même des choses est placé par l'histoire aux avant-postes de la révolution internationale.

Il est certain, camarades, que la décision de notre Parti à l'heure actuelle aura une importance plus grande que jamais. La déviation à droite du parti allemand sera vite rectifiée par le C.E. de l'I.C., bien que les camarades aient été soutenus dans cette déviation par le camarade Radek et dans une certaine mesure, par Trotsky. Nous espérons que le camarade Radek reconnaîtra son erreur et ce sera, naturellement, la meilleure issue et pour nous, et pour le P.C.A., et pour lui-même. Mais dans le cas contraire, nous aurons assez de force de caractère et d'esprit d'organisation pour, à l'encontre de cette erreur, suivre la ligne que nous sommes tracée et que nous considérons comme la seule juste.

Le bilan

En me résumant, camarades, je dis que le C.C. du Parti qui vient de subir une si violente attaque et qui, me semble-t-il, n'a pas trop mal repoussé cette attaque, suit ici aussi la juste ligne directrice, la ligne de Lénine.

Vous êtes en présence de deux séries de questions : problèmes de politique étrangère, directement liés à Mac Donald, à Poincaré et aux propositions de Radek et de Krassin concernant de nouvelles concessions ; problèmes de politique de l'I.C. liés à une des plus grandes expériences du mouvement ouvrier international faite par le P. C.A. entre août 1923 et janvier 1924. Dans les deux séries, nous sommes à la veille des solutions qui détermineront la marche des événements pour de longs mois, peut-être des années. Il va de soi que nous devons réfléchir et poser ces solutions, mais les lignes générales en sont déjà tracées et quant aux détails nous allons encore les travailler, figoler et méditer.

Je prie notre Conférence de placer tout le poids de son influence sur le plateau de la balance. Et son influence n'est pas négligeable, même si cela doit déplaire à la cellule du rayon militaire de Moscou, qui d'avance a déclaré que la Conférence réunira des gens incapables de juger les événements (y a-t-il quelqu'un, en effet, parmi nous qui puisse se comparer à Raphaël ou à Saprionov ?). Et cependant, camarades, je pense que le parti bolchevik léniniste est un parti et que ceux parmi ses membres qui estiment que notre conférence ne représente personne, sauf les bureaucrates, peuvent tenir sur une banquette. Notre conférence représente notre Parti tel qu'il est, avec ses faiblesses (de grâce, ne soyez pas trop sévères), avec une certaine dureté de caractère, dont quelques-uns d'entre vous ont pour la

première fois fait la connaissance. (*Rires, applaudissements.*)

Certains membres de l'« opposition » viennent seulement, semble-t-il, de s'apercevoir de ce qu'est un parti bolchevik. Eh bien, apprenez donc ce que c'est. Lorsque vous attenterez à lui, lorsque vous essayerez de briser son appareil, de briser le C.C., vous rencontrerez la muraille de fer des bolcheviks qui savent défendre leur cause avec toute la passion de révolutionnaire. (*Applaudissements frénétiques et prolongés.*) Pas mal de camarades nous ont accusé de brutalité. Voyez-vous cela, nous rendions même la monnaie de la pièce, quand ils attaquaient le C.C., quand pendant deux nuits, au Kremlin, devant 1.500 étudiants, ils s'efforçaient de persuader ces derniers d'émettre un vote de méfiance à l'égard du C.C. Oui, à ce moment, nous n'étions pas complètement objectifs. Nous avons manifesté alors une certaine partialité passionnée qui existe chez les bolcheviks, et nous la manifesterons chaque fois que quiconque osera attenter à l'unité de notre Parti et le critiquer de la manière que nous avons vue. Mais nous en manifesterons une bien plus grande encore, si profitant du prestige attaché à notre Parti, jouant un rôle immense dans l'I.C., on essaie de transporter cette lutte des fractions dans l'I.C. Nous repousserons l'attaque avec une énergie triplée. Et, je m'en porte garant devant vous, nous aurons de notre côté tout ce qu'il y a de prolétarien, d'éprouvé et de révolutionnaire dans l'I.C. (*Tempête d'applaudissements prolongés.*)

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro 50 centimes

ABONNEMENTS

| | France | Etranger |
|---------------|--------|----------|
| 3 mois | 7 » | 8 » |
| 6 mois | 13 » | 14 » |
| 12 mois | 26 » | 28 » |

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 112, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

La Stratégie des Grèves

Le Comité Confédéral National de la C. G. T. U., tenu dimanche dernier, s'est longuement occupé de la tactique des grèves. Il ne pouvait faire mieux. Le sujet est, en effet, d'une importance extraordinaire pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

Les effets d'une bonne ou d'une mauvaise stratégie des grèves sont d'une telle répercussion sur le développement de la classe ouvrière, sur la force de ses organisations, sur sa conscience de classe et sa volonté de lutte, que le problème de la stratégie des grèves dépasse de beaucoup le cadre de l'organisation syndicale.

Si le Parti Communiste veut remplir son rôle, il ne saura se désintéresser de cette grave question.

Il va sans dire qu'il ne l'étudiera pas dans l'intention d'établir une stratégie à part qui s'opposerait à celle de la C. G. T. U., une stratégie communiste que les membres du Parti auraient à suivre dans les grèves, à suivre contrairement aux mots d'ordre de l'organisation syndicale.

Non ! Ce serait commettre la pire des fautes, cela équivaldrait à une trahison de la classe ouvrière. Il serait vraiment extraordinaire si quelqu'un de nous professait cette idée bizarre que deux tactiques peuvent s'employer simultanément dans la même grève. L'entente complète est la chose la plus évidente pour toute grève, sans elle la défaite est naturellement inévitable. Les communistes doivent donc rester entièrement disciplinés dans l'organisation syndicale.

Si nous incitons le Parti à étudier le problème de la stratégie des grèves, c'est dans l'unique but de le voir utilement contribuer, au sein de l'organisation syndicale, à la détermination de la meilleure tactique.

Personne, dans les rangs du Parti, ne lui contestera ce droit et ce devoir. Nous sommes aujourd'hui tous d'accord sur ce point, que le Parti n'est pas cette quantité négligeable d'autrefois qu'on tolérait tout juste à côté du syndicalisme se suffisant à lui-même et à tout.

Le Parti, pour nous, doit être — en marge de l'organisation syndicale englobant tous les ouvriers décidés à la lutte contre le patronat, ouvriers réformistes ou sans-parti et ouvriers révolutionnaires — le Parti doit être, disons-nous, l'organisation propre des ouvriers révolutionnaires visant systématiquement au renversement de la société capitaliste, suivant le programme et les méthodes d'action de la III^e Internationale. Notre Parti n'est plus l'ancien parti des politiciens ; il n'entend *faire de la politique* que dans le but de la *préparation de la révolution*.

Et comme nous savons qu'en France vient de commencer une importante période de grèves pour les revendications partielles, nous autres communistes, nous nous devons de les utiliser pour la préparation de la révolution et c'est pourquoi nous considérons comme indispensable pour le Parti de nous occuper de la stratégie des grèves.

La résolution, présentée au C. C. N. par le Bureau Confédéral et adoptée à l'unanimité, situe le problème parfaitement bien.

Elle touche, brièvement, une série de problèmes

particuliers, dont chacun mériterait un examen approfondi. Mais ceci implique un vaste travail, qui ne pourra se faire en quelques jours, ni même en quelques semaines.

Il faudrait recueillir les innombrables expériences faites par les Fédérations et les Unions dans le courant des derniers vingt ans, et ceci non seulement pour la France, mais aussi pour les autres pays.

Il serait utile de connaître les expériences particulièrement importantes qui ont été faites à l'occasion des grèves générales déclenchées dans différents pays, en Belgique, en Angleterre, en Suède, en Suisse, en Allemagne, en France, etc.

Il faudrait étudier les diverses formes que le secours pour les grévistes a revêtu à différentes époques, dans différentes circonstances dans tous ces pays.

Il faudrait caractériser les multiples procédés qu'emploie le patronat dans le but de désagréger le front ouvrier gréviste, tous ces procédés allant de la résistance passive prolongée jusqu'à l'organisation de gardes civiques, de « technische Nothilfe », jusqu'à la lutte armée contre les grévistes, en passant par la simple protection des jaunes par la police.

Il faudrait également savoir dans quelles industries les patrons, se trouvant en butte à des grèves, ont le mieux réussi à transmettre et faire exécuter leurs commandes dans des centres non-grévistes et à résister ainsi même à des grèves très prolongées.

Nous devrions aussi connaître la proportion exacte des travailleurs occupés dans les industries centralisées, où seules des grèves concertées ont quelque chance de réussir, telles que l'industrie minière, la métallurgie, le textile, l'industrie chimique, les chemins de fer, les P. T. T., les services des travailleurs occupés dans des branches économiques moins centralisées, c'est-à-dire occupés par le petit et moyen patronat, telles que le commerce, le vêtement, certaines catégories de l'industrie du bâtiment, de l'alimentation, du livre, des soins personnels, des transports même, de l'agriculture, etc., branches économiques, où les grèves partielles gardent en grande mesure la valeur qu'elles y ont toujours eue.

Nous ne pouvons que citer au hasard quelques-uns des multiples problèmes que pose la stratégie des grèves. Donner une solution n'est possible, nous le répétons, qu'après un long travail de documentation et de préparation.

*
**

Au début de la discussion qui a eu lieu au sein du C. C. N. sur la question de la stratégie des grèves, il semblait y avoir parmi les délégués des divergences notables.

Mais, au cours même de cette discussion, et surtout à l'occasion du vote de la résolution, on s'aperçut que ces divergences ne provenaient pas de conceptions essentiellement contradictoires, mais uniquement d'une appréciation différente de la va-

leur des méthodes préconisées par les uns et les autres.

Tandis que les orateurs du Bureau Confédéral insistent sur la nécessité de la coordination de tous les efforts, sur la nécessité d'en finir avec les grèves sporadiques, les orateurs de la minorité s'efforceront de démontrer l'efficacité de la lutte dans l'usine, de la grève perlée, du sabotage.

Mais finalement tous les délégués semblèrent se rendre compte de la relativité des divers moyens préconisés, ils comprirent que dans le cas présent une méthode n'exclut pas fatalement l'autre et que le tout sera de les adapter chacune aux circonstances appropriées.

Si, par exemple, l'influence du syndicat du Bâtiment est assez forte, la conscience de classe des ouvriers assez solide et leur habileté à manœuvrer assez souple pour qu'ils aient recours à la grève perlée, au sabotage, personne parmi nous ne saurait contester l'efficacité de ces armes, comprenant très bien que les petites équipes travaillant sur les chantiers ont bien plus de facilités à s'entendre là-dessus que les milliers d'ouvriers d'une usine métallurgique.

Et lorsque les orateurs du Bureau Confédéral ont fait remarquer que le sabotage est une arme dont le rayon d'application est très restreint et qu'en plus il provoque rapidement le lock-out, ce n'était pas pour le condamner *a priori*, mais uniquement pour faire remarquer qu'il est conditionné par certains facteurs sociaux.

D'autre part, les camarades de la minorité paraissent avoir reconnu que l'arme du sabotage n'est guère tranchante dans la métallurgie, le textile, les mines, etc., étant donné qu'il ne pourra jamais être pratiqué simultanément par des dizaines de milliers d'ouvriers, étant donné aussi que le sabotage dissout la lutte en une quantité de petites escarmouches et que les petites attaques dispersées se brisent fatalement contre le bloc solide du patronat centralisé de ces industries.

Ici doivent intervenir d'autres moyens, le plus souvent de grandes luttes sur une échelle nationale, sinon l'ensemble d'une industrie, du moins d'une certaine catégorie de celle-ci : dans le textile, par exemple, alternativement la grève de tous les ouvriers du coton, des ouvriers de la laine ou du lin, de la soie, etc.

Une autre situation, toute particulière, est enfin celle des mineurs. Pour eux, ni le sabotage, ni la grève locale ou régionale, ni la grève nationale par catégorie ne peuvent être envisagées. C'est à peine si la grève générale nationale des mines vient à bout du patronat tout-puissant. Là, l'issue de la lutte dépend déjà de conditions internationales et les mineurs ne peuvent remporter la victoire qu'à l'aide des cheminots et des marins se refusant à transporter le charbon étranger.

Ce qui importe surtout dans le problème de la stratégie des grèves, c'est de ne jamais perdre de vue la nécessité d'une juste adaptation aux circonstances particulières de chaque industrie ; le principal c'est de ne pas se contenter de formules abstraites, mais d'étudier en détail toute la complexité des conditions économiques et sociales dans lesquelles les grèves doivent se dérouler.

Etroitement lié au problème esquissé ci-dessus est celui de la concentration des forces de la totalité de la classe ouvrière.

La résolution du C. C. N. s'exprime là-dessus dans les deux phrases suivantes :

« Quelles que soient les modalités de la tactique des grèves, élaborées dans le cadre des Fédérations d'industrie, avant et au cours de la lutte, il est indispensable que les centres grévistes agissent en parfait accord avec les organismes centraux. »

« L'attention des ouvriers devra être constamment attirée sur l'absolue nécessité de concentrer tous les efforts vers le point central de la bataille des salaires et d'apporter leur collaboration financière à la corporation en lutte jusqu'à la conclusion du conflit, en attendant l'heure où ils devront eux-mêmes engager la bataille dans leur propre corporation. »

Ce fut dans ce but de porter la concentration de la totalité des forces ouvrières à un très haut degré que les orateurs du Bureau Confédéral insistèrent avec tant de vigueur sur le point particulier de la coordination.

En effet, il ne suffit pas que les Fédérations de la métallurgie, du textile, des mines, etc., s'adaptent aux conditions spéciales de leur industrie centralisée, il ne suffit pas que chacune coordonne ses propres forces, condamne les grèves sporadiques et partielles ; il faudra aussi que les Fédérations dressent ENTRE ELLES un plan d'ensemble pour tout le pays ; il ne faut pas que les efforts de l'une contredisent ceux d'une autre.

Nous devons même aller plus loin et viser à ce que les grèves partielles des industries décentralisées, c'est-à-dire les grèves partielles justifiées, dirigées contre le petit et moyen patronat, ne soient plus des faits isolés, échappant au grand plan de la C. G. T. U. Elles aussi doivent s'adapter à l'ensemble des luttes ; il faut qu'elles n'en soient que les étapes diverses.

L'idéal serait évidemment la centralisation portée au degré maximum, à l'instar de la centralisation pratiquée dans une armée, où non seulement chaque corps d'armée, mais chaque bataillon agit conformément à un plan d'ensemble.

Mais on conçoit tout de suite les obstacles s'opposant à une telle concentration, elle est, dans son intégralité, impossible. Il s'agit seulement de savoir jusqu'à quel point elle peut et elle doit utilement être portée.

Dans un deuxième article, nous aurons l'occasion de traiter plus amplement le problème de la centralisation dans les grèves.

H. BOREL.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.